


AFRIQUE DU SUD - Premier gouvernement à adhérer à une importante communauté de brevets

JOHANNESBOURG, 14 mai 2010 (PlusNews) - Une agence du gouvernement sud-africain est devenue la première à rejoindre la plus grande communauté de brevets pour les maladies négligées à l'échelle mondiale, une décision qui pourrait dynamiser les innovations locales en matière de lutte contre des maladies telles que la tuberculose (TB).



Photo: [M. Sayagues/PlusNews](#) 

L'initiative pourrait permettre d'améliorer la disponibilité des médicaments

La [Technology Innovation Agency](#) (TIA), une organisation gouvernementale, a récemment annoncé qu'elle était devenue membre d'une communauté de brevets créée par l'entreprise pharmaceutique [GlaxoSmithKline](#) (GSK) afin de faire avancer la recherche sur 16 maladies tropicales négligées.

La décision de la TIA implique que les chercheurs locaux auront accès à plus de 2 300 brevets existants, ainsi qu'à des connaissances sur des maladies telles que la TB et le paludisme.

La communauté de brevets – qui s'aligne sur la définition de « maladies négligées » établie par la Food and Drug Administration américaine, et n'inclut pas les antirétroviraux (ARV), des médicaments utilisés pour traiter le VIH – est un accord volontaire par lequel des entreprises d'un même secteur, par exemple des entreprises pharmaceutiques, acceptent de partager des propriétés intellectuelles brevetées, en général en payant des royalties en échange de l'accès aux formulations pharmaceutiques et à la recherche.

« Si d'autres entreprises en Afrique du Sud peuvent imaginer des moyens d'utiliser de façon innovante les informations [obtenues dans le cadre de] la communauté de brevets, alors la TIA les aidera à élaborer leur projet et à [le] mettre en œuvre », a dit Carl Montague, responsable du portefeuille de la santé au sein de la TIA.

iThemba Pharmaceuticals, une entreprise pharmaceutique sud-africaine privée financée en partie par la TIA, a adhéré à la communauté de brevets au début de l'année afin d'accélérer sa propre recherche sur la TB et le paludisme, a dit Chris Eldin, porte-parole de cette entreprise.

M. Montague a dit à IRIN/PlusNews que cette initiative mettait une multitude d'opportunités à la disposition des chercheurs du secteur pharmaceutique, mais il a ajouté : « Nous devons nous assurer que la communauté de brevets puisse être exploitée de façon utile, et que nous puissions avoir accès aux chercheurs qui connaissent les brevets [déposés] ».

« Avoir accès à des centaines de brevets est une perspective intimidante, et nous avons besoin d'aide pour évaluer les brevets et sélectionner les meilleures cibles pour nos travaux à venir, de façon à ne pas gaspiller nos maigres ressources ».

Selon l'Organisation mondiale de la santé (OMS), la TB est la première cause de mortalité chez les personnes vivant avec le VIH, et l'Afrique du Sud, qui présente une prévalence du VIH d'environ 18 pour cent, est l'un des pays au monde les plus touchés par la TB.

Un élan

Katy Athersuch, conseillère en accès et innovation médicale à Médecins sans frontières ([MSF](#)), l'ONG (organisation non gouvernementale) médicale mondiale, a dit que le vote de confiance sud-africain en faveur des communautés de brevets pourrait donner un élan à d'autres communautés de brevets, telles que celles proposées par [UNITAID](#), le mécanisme international d'achat de médicaments, et l'ONUSIDA.

UNITAID a proposé pour la première fois de créer une [communauté de brevets](#) en juillet 2008, afin d'augmenter l'accès à des ARV plus récents, d'encourager la production de génériques, et de réduire les prix des médicaments. L'ONUSIDA a entrepris de mettre en place une communauté de brevets pour améliorer la disponibilité des médicaments. Mme Athersuch a noté que ces initiatives intervenaient à un moment crucial.

« L'Afrique du Sud a fait partie des premiers pays à avoir introduit les ARV, et les traitements y sont présents depuis 2000 environ. C'est certes très satisfaisant, mais cela implique que nous commençons à assister à des échecs de traitements », a-t-elle dit.

« En Afrique du Sud, les médicaments de première intention sont bon marché et abordables, mais il existe des problèmes, et beaucoup de nouveaux médicaments – les [traitements] de deuxième ou troisième intention – sont significativement plus chers ».

Mme Athersuch a noté que chez 20 pour cent des patients sous ARV à la clinique de MSF à Khayelitsha, une localité proche de la ville du Cap, les traitements de première intention échouaient au bout de cinq ans, et que les thérapies de deuxième intention échouaient chez 25 pour cent des patients dans un délai de deux ans.

Des questions demeurent

Il est encore trop tôt pour savoir quelles seront les conséquences de la décision du gouvernement. D'après Andy Gray, qui enseigne au Département de gestion des thérapies et des médicaments de l'Université du KwaZulu-Natal, cette initiative pourrait inciter les entreprises pharmaceutiques locales financées par TIA à donner la priorité aux recherches sur des maladies comme la TB et le paludisme.

Nathan Geffen, activiste de la lutte contre le VIH/SIDA et chercheur au sein de Section 27, un centre juridique d'intérêt public, a dit qu'il aurait aimé connaître plus en détails la façon dont la communauté GSK fonctionnerait, et qu'il se demandait si cette initiative était la meilleure solution pour répondre aux besoins d'un pays comme l'Afrique du Sud, très lourdement affecté par le VIH.

« De nouveaux médicaments très prometteurs contre la TB sont en cours de développement, [or] GSK n'a rien à voir avec [ces traitements] », a-t-il dit à IRIN/PlusNews. « D'autre part, GSK est en train de développer un nouvel antirétroviral très prometteur, qui ne fait pas partie de cette communauté de brevets ».